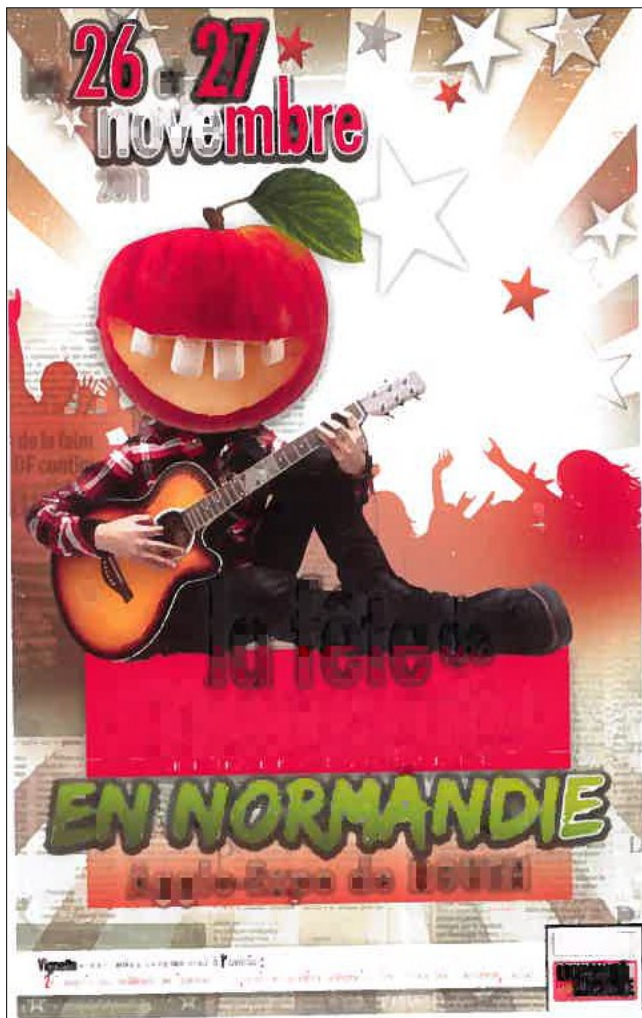




l'Humanité

samedi 26 et dimanche 27 novembre

la Fête de l'Humanité en Normandie
événement politique et culturel régional reprend ses quartiers
à l'Agglo-expo de Rouen

Concerts, rencontres et débats avec les associations, collectivités locales, syndicats, organisations politiques, expositions, espace enfance, librairie et restauration... A quelques mois des élections présidentielles et législatives, la 9^{ème} édition de la Fête de l'Humanité est le rendez-vous pour celles et ceux qui cherchent les moyens de changer de politique et de société.

Programmation artistique (en cours)

Samedi
Les Hurléments d'Léo
Danakil
Dimanche
Michel Fugain

Tarif pour les 2 jours : 12 € en prévente militante, 15 € sur place et chez tous les revendeurs habituels (+ commission). **Gratuité pour les moins de 15 ans**

Horaires d'ouverture au public : Samedi de midi à minuit - Dimanche de 10h00 à 21h00

Adresse : Agglo-expo de Rouen - 46, avenue des Canadiens - 76120 Le Grand-Quevilly

Transports : Ligne n°7. Terminus Zénith-Parc Expo.

De la gare : Ligne n°4 direction Faculté de Médecine Pharmacie.

Changement à « Place de l'Hôtel de ville » pour prendre la ligne n°7.

Mumia vivra !



C'est une joie immense, un soulagement sans mesure. Mumia vivra !

En effet, la cour Suprême des Etats-Unis a refusé hier de donner suite à un recours du procureur de Philadelphie lui

demandant de revenir sur sa décision de suspendre la condamnation à mort de Mumia Abu-Jamal.

Cette décision a pour conséquence de rendre inexécutable l'exécution de Mumia, commuant automatiquement sa peine en prison à vie, sans possibilité de remise de peine. Seul un nouveau procès pourrait aboutir à une nouvelle condamnation, ce que le procureur qui a le pouvoir de le décider, a toujours refusé de peur de le voir innocenté une bonne fois pour toutes faute de preuves.

Mais reste une condamnation qui paraît infondée. Après 30 ans passés dans les couloirs de la mort, Mumia doit maintenant être libéré.

Patrick Le Hyaric

quelle planète pour nos enfants ?



Vous avez été nombreuses et nombreux à participer en janvier dernier au débat autour de la restauration collective et l'alimentation.

A cette occasion nous nous étions retrouvés à savourer quelques soupes avant d'assister à la projection du film « Nos enfants nous accuseront ».

Nous poursuivons notre réflexion et notre action : vendredi 21 octobre à partir de 18h30 nous organisons une soirée débat dont le thème est la suite directe du premier : « Quelle planète pour nos enfants ? »

Après un accueil dinatoire à nouveau autour d'excellentes soupes, nous assisterons à la projection du film « Severn » et ensuite nous débattrons sur l'avenir écologique de notre planète avec une représentante de « Terre de liens » et Michel Marchand co-auteur du livre « Ne soyons pas des écologistes benêts ».

Gaëtan Levitre vous présentera à cette occasion ses actions en cours.

Donc rendez-vous

LE VENDREDI 21 OCTOBRE
à la salle des Fêtes de Pîtres
à partir de 18h30

Si vous souhaitez apporter une soupe (à partir de produits bio de préférence) à faire déguster à tous elle sera la bienvenue !!!

Et n'oubliez pas de diffuser ce message dans vos réseaux ou auprès de vos proches.

Merci d'avance.

Châteaubriant
hommage aux 27 fusillés
DIMANCHE
23 OCTOBRE
inscription :
02 32 39 46 82

REGARDS SUR L'EURE

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

FERMETURE INADMISSIBLE !

ENSEMBLE POUR SAUVEGARDER LES EMPLOIS ET LE SITE M-REAL

Ce mardi 18 octobre, la direction de la papeterie M-real à Alizay a annoncé le processus de fermeture de son site aux salariés, médusés. « C'est un pur scandale ! », comme le souligne ci-dessous la section du Parti Communiste Français Eure-Seine présente auprès des salarié-e-s depuis le début avec leur conseiller général et maire d'Alizay, Gaëtan Levitre.

« Alors que depuis deux ans les travailleurs se battent avec leurs organisations syndicales et le collectif pour le maintien et le développement de l'emploi, la direction finlandaise fait fi de tout le travail réalisé et annonce qu'elle souhaite se passer de son entreprise alizéenne.

Pourtant, par les propositions constructives et viables proposées, M-real qui était à vendre s'est vue retenir l'attention d'une cinquantaine de repreneurs potentiels.

A l'aube d'une reprise par un groupe Thaïlandais ou Français, M-real fait volte-face et s'apprête donc à mettre à la porte 330 personnes (et plus de 600 si on comptabilise toute l'activité interne et externe dans l'usine).

Voilà la situation aujourd'hui ! L'attitude exemplaire et constructive « des M-reals » n'a pas été reconnue et beaucoup ont l'impression de s'être fait manipuler depuis deux années. »

De son côté Gaëtan Levitre s'est adressé directement par lettre au Président de la République afin qu'il exerce son droit de veto sur la décision prise par les Finlandais, extraits :

« Alors que depuis deux ans, les salariés avec leurs organisations syndicales et le collectif de maintien et de développement de l'emploi travaillent à l'élaboration de solutions alternatives concrètes pour la pérennisation de la papeterie (solutions qui furent reconnues par des cabinets d'experts indépendants) ; alors que leurs actions responsables et constructives ont orienté M-real à négocier avec plus de 50 repreneurs et qu'aujourd'hui deux d'entre eux restent bien positionnés pour prétendre au rachat du site, la direction finlandaise joue les autistes et manifeste sa volonté de fermer sans se préoccuper de l'avenir industriel de notre bassin de vie ni même des drames humains que cette décision pourrait occasionner.

Monsieur le Président, au regard du dossier que les ministres Bruno Le Maire et Eric Besson connaissent ainsi que de la réponse du Ministre de l'Industrie faite à François Loncle lors des questions au gouvernement, je n' imagine pas une seule seconde que l'Etat n'intervienne pas activement auprès de M-Real pour faciliter la vente de la papeterie d'Alizay aux repreneurs thaïlandais ou bien français.

Je vous demande également, Monsieur le Président, d'exercer sans plus attendre votre droit de veto sur la décision annoncée de fermeture par la groupe finlandais ... ».

Avec son conseil municipal, il organise par ailleurs un conseil municipal extraordinaire en mairie d'Alizay, ce vendredi 21 octobre sur la situation exceptionnelle que sont en train de vivre les travailleurs de la papeterie d'Alizay.

A juste titre, les communistes de la section précisent :

« ... Il est possible de modifier les choses et d'intervenir dans les négociations de groupes industriels qui se font énormément d'argent sur le dos de ceux qui produisent les richesses : les salariés, leur donner de réels pouvoirs d'interventions, encore faut-il en avoir le courage et reprendre le pouvoir face au monde de la finance.

A l'aube d'élections importantes en 2012, il est tant de montrer à gauche qu'il est possible d'exercer une politique digne de ce nom et d'interdire de telles méthodes qui ne tiennent en aucun cas compte de l'humain. L'adaptation « gentille » des situations au sein du carcan de la mondialisation a montré ses limites, c'est désormais de faits et d'actes forts en direction de ceux qui luttent dont nous avons besoin.

Aujourd'hui, il n'est pas trop tard : il faut sans plus attendre que Bruno Le Maire et Eric Besson prennent des mesures fortes dans le sens du maintien de l'activité industrielle chez M-real et de la garantie du maintien de tous les emplois sur le site. »

Faut-il ajouter ici que les communistes de l'Eure, leurs élu-e-s ne ménageront pas leurs forces pour continuer de soutenir les salarié-e-s de chez M-real dans leur combat.

Christian Jutel

retenez ces dates 26 - 27 novembre 2011

Fête Huma ROUEN - parc des expos

vignette 12 € auprès de militants communistes ou pcf27€wanadoo.fr - 02 32 39 46 82

Manifestation contre l'austérité : nécessité de perspectives politiques



Plusieurs centaines de rassemblements et manifestations étaient organisés ce mardi 11 octobre en France pour dénoncer les dernières mesures d’austérité du gouvernement UMP-Nouveau Centre de Sarkozy.

Sur Evreux, ce sont 500 salariés qui ont répondu ce 11 octobre à l’appel des syndicats CGT (essentiellement), FSU et Solidaires, et ont manifesté depuis la Bourse du travail. Un résultat en demi-teinte pour une initiative à laquelle ne se sont pas associés la CFDT ou FO, notamment.

Les communistes étaient nettement présents, au sein de leurs cortèges syndicaux ou derrière le véhicule sono du PCF, dans une ambiance musicale et revendicative qui a amené de l’animation en queue de manifestation ! Un tract spécifique, appelant à la riposte politique, a été distribué aux manifestants.

Alors que l’actualité sociale a été évacuée des médias ces dernières semaines, malgré les nombreuses luttes en cours, il va être nécessaire de remettre au cœur des débats, à gauche notamment, les questions de l’emploi et du pouvoir d’achat si l’on souhaite faire barrage avec succès aux mesures d’austérité avancées par la droite et permettre l’émergence, depuis le terrain, d’une alternative politique, autour des propositions défendues par les communistes et leurs partenaires du Front de Gauche.

Evreux - Inquiétant... « théâtre »...



Dans le « MAG » spécial comme lors de la réunion du 7 octobre, organisée par le maire à propos du théâtre, on a pu en lire ou en entendre de belles.

Il y a eu du comique. Ainsi lorsque l’adjointe à l’épanouissement culturel parla de « rêve réalisé » à propos de la migration envisagée de la Scène Nationale au Cadran, alors même que le personnel de cette Scène venait d’écrire : « le but est-il de tuer la Scène Nationale à Evreux ? »...

Il y a du plus inquiétant. Ainsi quand le maire lui-même a menti carrément dans son éditorial du « MAG » en affirmant que le C.A. de la Scène Nationale était favorable à son projet.

A vrai dire, dans son principe même, la réunion du 7 à la Fac fut une opération rideau de fumée très orchestrée.

Impossible en effet de prendre au sérieux l’idée que c’est un problème de fondations et les frais encourus qui ont fait renoncer le maire au projet Nivelles.

La vraie raison est qu’une Scène Nationale influente et à large liberté de choix culturels, le maire n’aime pas trop cela et donc pas non plus un théâtre rénové, modernisé et agrandi conçu précisément comme lieu spécifique, permettant à la Scène Nationale de remplir au mieux ses missions, dans le sens à la fois de la qualité et de la conquête d’un large public.

Tout est là.

D’où, pour le masquer, des discours emphatiques de célébration de la Scène Nationale et du théâtre, avec ce qu’il faut d’envolées sentimentales et moralisatrices, d’accents sentencieux à l’occasion, le tout associé pour le côté « réaliste » et novateur à un flot de considérations économique-techniques resituant, pour son avenir radieux, la Scène Nationale au Cadran, le Cadran dans un « Grand

VERNON : les élus communistes interpellent publiquement le maire socialiste

Projets municipaux en jachère, démocratie participative en berne, développement économique notamment industriel au rencart, politique sociale en panne, santé ignorée, la liste est longue des « dysfonctionnements » relevés par les cinq élu-e-s du groupe communiste lors d’une conférence de presse la semaine passée. Pourtant, avant d’en venir là, elles et ils avaient tenté ces derniers mois de faire valoir leurs inquiétudes au maire et à leurs partenaires de la majorité municipale sur le manque de lisibilité pour la population des options municipales, en vain. Aussi ont-ils décidé de rendre publics leurs griefs et faire part de leurs propositions, en direct, aux vernonnais.

La préparation du budget 2012 étant en cours, le groupe communiste avance « des propositions concrètes qui peuvent toutes être financées sans augmentation d’impôts, dans un contexte financier rendu particulièrement difficile par la réforme fiscale et territoriale qu’il propose de combattre en y associant la population ». Elles portent sur une relance de l’industrialisation (construction navale en bord de Seine), des projets de musées sur l’aventure spatiale et l’informatique sur le site du LRBA, une réelle prise en compte de l’avis des citoyens émis dans les comités de quartier et une action plus déterminée pour les inviter à participer, l’exigence affirmée d’un nouveau scanner pour l’hôpital en direction de l’Agence Régionale de la Santé, la mise en œuvre du projet bouclé d’épicerie solidaire figurant au programme municipal...

Autant de questions qui méritent en effet débat. Aux dernières nouvelles, le maire de Vernon refuse toujours le dialogue... A suivre.

Bel Ebat », lui-même relié à d’autres pôles locaux, régionaux, etc., etc.

Mais le rideau de fumée se devait d’être d’autant plus épais qu’il fallait camoufler aussi quelques entorses et manigances contraires à la démocratie municipale. C’est ainsi que le projet Nivelles, bien que voté deux fois est abandonné. Par contre, sachant qu’il n’obtiendrait pas de majorité sur ce point, le maire n’entend pas soumettre au vote son nouveau projet, celui d’une rénovation plus que rabougrie du théâtre et de transfert de la Scène Nationale au Cadran.

Naguère certains élaborèrent la théorie de la souveraineté limitée. Voici maintenant celle du droit démocratique limité. Dans ce système si un vote est acquis et que le maire change d’avis, le vote est sans effet. Mais si un projet a toutes chances d’être repoussé en conseil municipal, on ne le soumet pas au vote, mais on l’applique quand même en vertu du savoir transcendantal du maire en matière de bien public !

Il y a de quoi être inquiet. Au delà des petites et des grosses ficelles, vendredi à la fac, les enjeux s’appelaient culture et démocratie. Ces valeurs, on le sait, sont indissociables, elles gagnent ou perdent ensemble. La séquence actuelle est négative. Il est souhaitable pour Evreux qu’elle ne s’enchaîne pas à d’autres de même sens.

André Albertini

hommage à René Maridort

La section du PCF de Pont-Audemer invite tous les camarades qui ont connu René à venir lui rendre un dernier hommage le samedi 29 octobre 2011 à 14 h - salle d’Armes 2è étage (entrée rue Aristide Briand).

Le nom de la salle jaune portera définitivement le nom de René Maridort et à cette occasion, une plaque souvenir du PCF sera déposée au cimetière de Saint-Ouen à 16 h.

Venez nombreux

élus communistes et républicains de l’Eure sur le Front de la rentrée politique et sociale

Réunis le mercredi 12 Octobre à Gisors, vingt-deux élus communistes et républicains de l’Eure ont échangé pour partager leurs préoccupations, leurs expériences et les réponses qu’il convient d’apporter aux besoins exprimés par les citoyennes et les citoyens de nos villes et villages.

Dans son exposé d’accueil, Marcel Larmanou, président de l’ADECR-27 a rappelé l’inquiétude que fait peser la crise sur les ménages, avec son flot ininterrompu de fermetures d’entreprises réalisées ou annoncées dans le département comme partout en France : M’Real, Sealynx, Organon, etc. La perte des emplois industriels aggrave le chômage et la précarité de nos concitoyens qui sont de plus en plus nombreux à nous présenter des demandes de secours « alimentaires ». Le capitalisme coupable, est mis en accusation, ainsi que la politique gouvernementale, dont les actes servent chaque jour les intérêts et les appétits des nantis. Alors que le modèle social français hérité du CNR a permis de retarder les effets de la crise, il fait l’objet d’une volonté de destruction massive par les réformes menées au pas de charge par Sarkozy et ses amis. Les différents intervenants ont pu évoquer aussi : la destruction planifiée et insidieuse de tous les Services Publics, avec des conséquences directes, visibles et préjudiciables pour les populations les plus modestes.

De l’Education Nationale au Trésor Public, de la Poste aux Services de santé, de la SNCF ou autres services publics de transports jusqu’aux derniers bastions publics garants de la démocratie que sont les collectivités territoriales, aucun n’est épargné sous le fallacieux prétexte de la « Dette ». C’est ainsi que l’arsenal législatif mis en œuvre : RGPP, Loi Bachelot, réforme de la TP, réforme territoriale est lancé comme un rouleau compresseur sur toutes les institutions républicaines de solidarité.

L’ADECR 27, se doit donc d’être au cœur de la résistance visant à préserver la population des effets les plus néfastes de la crise et des réformes liberticides que la droite a engagé.

Cette résistance doit également prendre en considération l’attitude des élus du PS.



« ménage » avec le soutien des élus de droite ! Aux Andelys le PS, encore soutenu par la droite, propose de fausses « bonnes solutions » en préconisant la relance par le Tourisme et le mirage du « Grand Paris ». Par contre, il reste muet sur la défense des emplois industriels menacés chez Thorn, Holophane.

Des pistes pour agir.

A partir des expériences de chacune et chacun, et, au-delà de la résistance il est proposé des pistes d’action, dont la méthodologie repose sur deux axes qui consistent à informer et associer la population aux débats politiques qui engagent les enjeux de société. Face aux échéances électorales de 2012, les élus de l’ADECR 27 auront un rôle essentiel, de par leur engagement derrière notre candidat à la présidentielle : JL Mélenchon, et pour la promotion du programme du Front de Gauche en rupture avec le capitalisme.

La véritable alternative politique dépendra du score réalisé par les propositions et les candidats aux législatives présentés par le Front de Gauche. Celui-ci sera déterminant pour peser sur le projet du PS, toujours tenté par la dérive « sociale-libérale ».

Sous l’égide du CIDEFE qui reste un lieu irremplaçable d’échange et de formation des élus, deux événements sont rappelés :

Au SENAT, le 18 Octobre 2011, sur les enjeux de la réforme territoriale.

Les RENCONTRES NATIONALES de l’ANECR, à Villejuif, les 19 et 20 Novembre, auxquelles participeront 7 délégué-e-s de l’Eure.

quelques réflexions après les primaires du PS

2,7 puis 3 millions de citoyennes et de citoyens se référant aux valeurs et aux diverses sensibilités de la gauche mobilisés ces deux derniers dimanches, c’est un événement politique indéniable. Plutôt que de tourner cette consultation en dérision comme s’y sont essayés certains en amont, comme les ténors de la droite et qui en sont pour leurs frais, plus utile est, pour celles et ceux qui se réclament de la gauche, de décrypter le message envoyé par ces électrices et électeurs qui vont bien au-delà des seuls militants dans leur diversité.

Loin de vouloir faire ici une analyse exhaustive de ce phénomène, je voudrais en pointer cependant quelques aspects qui sont rarement mis côte à côte, dans les analyses et commentaires, y compris communistes, que j’ai pu lire ici ou là.

Dans leur diversité donc et en nombre (18 648 et 20 671 dans l’Eure), celles et ceux qui se sont déplacés ont saisi ce qu’ils ont perçu comme une opportunité d’intervenir directement dans la désignation de celui ou de celle qu’ils considèrent comme le plus apte à battre Sarkozy.

Quoi que l’on pense de la méthode choisie par le PS qui pousse, il est vrai, les feux d’une bipolarisation et d’une présidentialisation à outrance, il serait imprudent de balayer d’un revers de main les motivations multiples qui ont amené ces électeurs vers les isolements.

Certes nous ne sommes pas sortis de la crise de la politique. Une autre donnée de ce vote est à prendre sérieusement en compte pour aujourd’hui et demain : la faible participation tout à la fois des jeunes, des familles des quartiers populaires et du monde du travail en général, de l’aveu même des militants socialistes qui ont organisé le vote.

Cependant un signe fort vient d’être adressé à l’ensemble de la gauche par des citoyens qui veulent désormais compter et être actifs dans les choix et orientations politiques qui les concernent, preuve en est le succès des débats télévisés qui ont précédé ces votes qui n’ont pas tourné autour des seuls égos mais - même s’ils n’ont pas été jusqu’au fond - ont traité des questions qui préoccupent les Français. Contrairement à ce qui est parfois répété, ce n’est pas la négation des partis. On est aux antipodes du populisme. Les partis peuvent en être revivifiés, re-légitimés,

s’ils en tirent les leçons et se transforment pour répondre à cette exigence de participation. Quand ils ont le sentiment qu’ils peuvent intervenir directement et réellement, les femmes et les hommes de gauche s’en saisissent. Voilà qui doit faire réfléchir sur l’articulation entre démocratie de participation et de représentation pour penser une VI^e République.

C’est à l’évidence le cœur du débat qui traverse le pays, et tout particulièrement les femmes et les hommes de gauche, attachés aux valeurs de la gauche, tant est fort le rejet de Sarkozy et de la droite.

Si cette motivation est première et légitime, elle ne s’oppose pas dans les conditions présentes avec le refus de payer la crise, de ne pas subir la dictature des marchés, de faire payer les banques et les riches, avec l’exigence de morale, de mettre la politique au service du pays et non pas des puissants et des marchés. Toutes les forces de gauche sont interpellées. Et ces enjeux n’ont pas été absents du débat. Ils ont disparu dans le vote avec les faibles résultats de Baylet, Valls et Royal et avec le score important de Montebourg.

Ces primaires socialistes, le 1^{er} tour notamment, doivent interpellier toutes celles et tous ceux qui veulent construire du neuf à gauche à l’occasion de l’échéance de la présidentielle et des législatives de 2012.

Avec les mobilisations sociales, les élections régionales et cantonales, les élections sénatoriales, la rentrée sociale, un certain nombre de questions sur les conditions du changement sont posées à toute la gauche. Après ces primaires donc tous les partis de gauche sont au pied du mur pour répondre efficacement et durablement à cette aspiration au changement.

En ce sens, la démarche des communistes et de leurs partenaires du Front de Gauche est claire : rendre les citoyens auteurs et acteurs des changements. Les assemblées citoyennes qu’ils vont mettre en place dans les prochaines semaines permettront d’élargir le cercle de ces acteurs, tout en poursuivant, en poussant les débats et les confrontations à gauche, plus que jamais utiles et nécessaires, en particulier sur les questions de la dette et des réponses politiques à y apporter.

Christian JUTEL